



Bobigny, le 21 avril 2010

Guy Trésallet

Secrétaire général

Le Président de la République confirme sa politique d'exclusion sociale et d'accroissement des inégalités

Venu installer le nouveau Préfet de la Seine Saint Denis, le Président de la République a une nouvelle fois stigmatisé ce département populaire qui, pour lui, rime avec délinquance.

La FSU 93 ne peut accepter qu'à l'occasion de la dénonciation de la violence, le chef de l'Etat assimile difficultés scolaires et délinquance. Elle considère au contraire les mesures envisagées comme une violence institutionnelle supplémentaire et hors de propos.

Si nous partageons le constat d'une concentration particulière des difficultés, nous nous estimons en droit d'attendre, sur les questions scolaires, une toute autre approche.

Depuis le début de l'année scolaire les personnels et les parents d'élèves du département ont multiplié les appels : assemblées générales, arrêts de travail, pétitions, audiences auprès des autorités et le 10 avril dernier, manifestation départementale. Nous ne cessons d'alerter sur les conséquences désastreuses de la politique menée par le gouvernement, qui frappe de plein fouet ce département et en particulier les jeunes des milieux populaires. Aucun signe n'est venu des autorités compétentes.

L'idée que nous avons du service public d'éducation s'oppose à l'accroissement des inégalités, elle est synonyme d'ambition pour tous les jeunes de ce département. Pour nous la priorité doit être donnée à celles et ceux qui n'ont que l'école pour apprendre.

Des demandes précises, des propositions, nous en avons : la priorité à l'éducatif sur le répressif, un renforcement de personnels formés, dans toutes les fonctions, le retour à une carte scolaire sous la responsabilité de l'état avec pour objectif une mixité sociale la plus large, la scolarisation dès 2ans en maternelle, la refonte de la carte des formations, des personnels en nombre suffisant... Mais le Président de la République et son gouvernement ne veulent plus de cette école républicaine et ils en font la démonstration au quotidien

Prononcer la double peine pour des familles en difficultés en supprimant les allocations familiales (mesure que même Luc Ferry avait qualifiée « d'injuste et inefficace »), installer des policiers dans des établissements « particulièrement sensibles », créer des « établissements spécialisés » pour regrouper des jeunes de moins de 16 ans en souffrance scolaire ne sont pas des solutions adaptées au problème. Lors des Etats généraux sur la violence la quasi-totalité des intervenants ont témoigné de l'inutilité des mesures répressives ou sécuritaires et ont réaffirmé le rôle majeur de l'éducation.

Monsieur le Président de la République a annoncé qu'il reviendrait en Seine Saint Denis « dans les prochaines semaines », la FSU 93 est prête à le rencontrer pour lui faire part de ses revendications et analyses.

Contacts : Guy Trésallet 06.12.30.67.18